

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 24 FEVRIER 2004

N° 307 PRIX 0,60 euros



**LA VISITE**

**D'UN COMMIS A PARIS**

SOMMAIRE AU VERSO

**S O M M A I R E**

é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 4

Côte d'Ivoire : le  
règne de l'impunité

Page 5

Tchad : la rébellion  
du Darfour inquiète  
le régime de Ndjaména

Page 7

Niger : une simple  
loi ne fera pas dis-  
paraître l'esclavage

Page 8

- Un million  
d'enfants pauvres en  
France  
- 80 ème anniversaire  
de la mort de Lénine**ABONNEMENT**  
**FRANCE:**1 an : 14 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-poste  
courants.**ETRANGER :**Même tarif mais  
uniquement en  
coupons-réponses  
internationaux.**ADRESSE :**Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex**COTE D'IVOIRE****LA VISITE  
D'UN COMMIS A PARIS**

Au début de ce mois de février Gbagbo a effectué une visite officielle à Paris où il a été reçu avec tous les honneurs par Chirac, Villepin, les représentants du grand patronat comme par ses amis du Parti socialiste. Il a déclaré qu'à la fin de ce séjour il "repart en homme heureux et comblé".

Il a peut-être de quoi s'estimer "heureux" si l'on en juge par l'obtention par Paris de l'engagement de plus de 6000 soldats de l'ONU aux côtés des 4000 soldats français de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire. Ajoutés aux militaires français déjà basés dans ce pays et aux soldats de la force de la CEDAO le nombre de soldats envoyés pour venir en soutien au régime de Gbagbo dépasse de loin les 10 000.

Bien entendu il s'agit officiellement de "force d'interposition" entre les armées des forces rebelles et gouvernementales. Mais personne n'est dupe. Il s'agit bel et bien de venir au secours d'un régime pour mettre fin à cette rébellion qui depuis septembre 2002 a de fait conduit à la partition du pays en deux ou trois morceaux. Gbagbo a bien besoin de cette aide massive car il est de notoriété publique que son armée dite "loyaliste" est plus préoccupée à rançonner et à maltraiter les petites gens qu'à en découdre avec les forces rebelles même si la plupart des hauts gradés n'hésitent pas à fanfaronner devant la presse et les caméras. De plus Gbagbo sait que ce n'est pas tout de remporter la bataille uniquement sur la plan militaire. Encore faut-il après une telle "victoire" occuper réellement le terrain et asseoir durablement l'autorité de l'Etat, récolter les impôts, assurer la sécurité des transports et donner un gage de stabilité aux banquiers, et aux trusts impérialistes.

Avec ce nouvel apport de force militaire qui sera sur place dans les semaines qui viennent,

Gbagbo peut enfin espérer gouverner sur l'ensemble du territoire ivoirien. Mais cela n'effacera pas de la tête des habitants du Nord du pays tout le venin de la xénophobie et du tribalisme que ses partisans ont semé dans tout le pays pour contrer la montée politique de son rival du RDR Ouattara. Les "escadrons de la mort" qui avaient sévi en toute impunité à Abidjan, et les centaines de jeunes fusillés par les gendarmes et militaires à la solde de Gbagbo pour le seul motif que leurs noms avaient une consonance nordique ou burkinabé ne s'effaceront pas de si tôt de la mémoire collective.

Mais il faut se dire que Gbagbo n'est pas le seul "heureux" dans cette affaire. Lors de cette visite le patronat français a lui aussi obtenu sa part du gâteau. Ainsi, le groupe Bolloré, déjà fortement implanté en Côte d'Ivoire, notamment dans le transport ferroviaire et les plantations de cacao, s'est vu

confier la gestion et l'exploitation pour une durée de 15 ans d'un important terminal à conteneurs du Port autonome d'Abidjan. Le groupe Bouygues a reçu l'assurance de récupérer la construction du troisième pont d'Abidjan promis aux Chinois après avoir été attribué dans un premier temps au même Bouygues. La SAUR (groupe Bouygues) devrait conserver l'an prochain, la concession qu'elle a dans la CIE (Électricité) et la Société des Eaux de Côte d'Ivoire. Quant à Aréva elle espère obtenir une prolongation de la durée de validité de son droit d'exploiter les mines d'or d'Ity dont l'exploitation avait cessé plusieurs mois après des pillages.

L'impérialisme français est le premier partenaire économique de la Côte d'Ivoire. Et le voyage de Gbagbo se situe dans la droite ligne de ses prédécesseurs. Il est venu rendre visite à ceux qui dirigent vraiment ce pays par de-là les équipes qui se succèdent à la tête de l'Etat ivoirien.

### COTE D'IVOIRE

## **NON AUX ATTAQUES CONTRE LES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Le ministre de l'économie et des finances a annoncé qu'il comptait effectuer un prélèvement de 1% sur des salaires de fonctionnaires. Cette mesure toucherait les salaires se situant au-dessus de la barre de 100.000 Fr mensuel. La raison évoquée par ce monsieur pour faire passer cet impôt nouveau qui ne dit pas son nom est la "reconstruction du pays". En s'en prenant aujourd'hui à une moitié des fonctionnaires le ministre cherche sans doute à désamorcer à l'avance un éventuel mouvement de mécontentement de l'ensemble des salariés de l'Etat. Il mise sur le fait que ceux qui touchent moins que cette somme se sentent épargnés par cette attaque et ne se mobilisent pas aux côtés de leurs camarades. Si par malheur son sale coup réussit

pour cette fois, si la division s'instaure dans les rangs des agents de l'Etat, rien ne garantit que demain d'autres attaques bien plus féroces ne frapperont pas les petits fonctionnaires. Et puis il y a les catégories intermédiaires tels que les assimilés avec ou sans contrats, il y a ceux qui dépendent des régions, ceux qui sont liés aux villes, les agents des transports et bien d'autres catégories de travailleurs liés à des degrés divers à la fonction publique.

La menace ne manquera pas de peser sur tous. Ils ne sont ni des nantis ni des privilégiés comme voudrait le faire croire le ministre. Mais si ce ministre est à la recherche de fonds pour soi-disant faire face au délabrement

consécutif à la guerre, il peut trouver l'argent là où il existe. Les grandes sociétés capitalistes qui ont la haute main sur les richesses produites dans ce pays n'en manquent sûrement pas dans leurs coffres-forts. Il y en a même quelques-unes qui ont profité de la situation de conflit pour s'enrichir encore plus en dégraissant les effectifs et en aggravant les conditions de travail des salariés restants. Et puis Bohoun Bouabré et ses collègues du gouvernement palpent tous des salaires élevés. La presse avait levé un coin de voile il y a peu d'années lorsque ces messieurs s'étaient octroyé pour eux-mêmes des augmentations scandaleuses avec l'approbation de Gbagbo qui du même coup en avait profité pour augmenter le sien. Et

il n'y a pas que le salaire officiel. Il y a aussi de multiples avantages en nature sous forme de logement de luxe, de voitures, de chauffeurs et employés de maison, de frais de mission, etc... Les ministres et les hauts fonctionnaires ont des liens avec le monde des affaires. C'est eux qui accordent les contrats de construction à telle entreprise plutôt qu'à telle autre et qui se remplissent les poches au passage selon les journaux liés aux partis rivaux.

Il faut souhaiter qu'à l'opposé, les victimes des sales coups du gouvernement fassent preuve eux aussi et à leur manière d'une solidarité active dans la protestation.

#### COTE D'IVOIRE

### LE RÈGNE DE L'IMPUNITÉ

Le 16 février dernier, Cocody a vécu sous la furie des éléments de la FESCI (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire). Ceux-ci ont brûlé des voitures, endommagées plusieurs d'entre elles. Et tout ça parce que 3 de leurs camarades, qui s'étaient rendus coupables de "violation de domicile, coups et blessures volontaires et extorsion de fonds", ont été condamnés à 4 mois de prison. Pourtant, ces jeunes ont été aussitôt libérés, sur intervention de hauts dignitaires du FPI. Une situation qui montre justement l'impunité dont jouit ce syndicat proche du pouvoir.

Depuis quelques années, surtout avec l'arrivée de Gbagbo au pouvoir, la Fesci est devenue une vraie mafia. Non seulement, elle contrôle la majorité des chambres en cité universitaire, qu'elle loue et chasse les locataires à leur guise.

Des fois, l'étudiant locataire paie caution et mois d'avance pour s'entendre dire qu'il n'aura aucune chambre et qu'il peut aller se plaindre où il veut. Ce sont des bastonnades, sévices corporels contre les étudiants qui osent s'opposer à leur volonté.

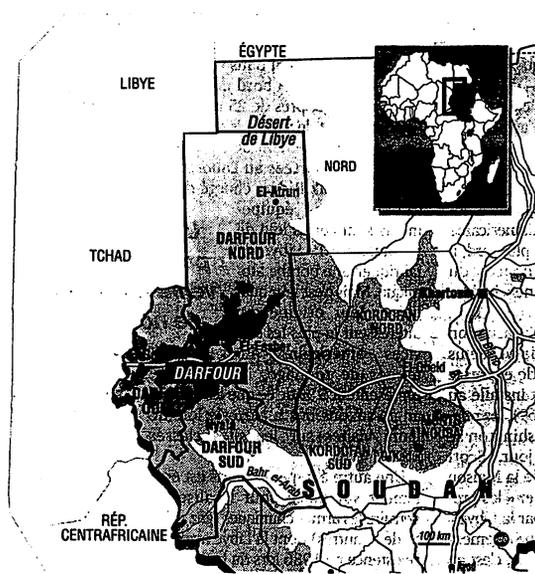
Des brutes qui n'hésitent pas à user de la violence contre quiconque veut les défier. A leur congrès ce sont les machettes qui parlent, parce que la bande qui a le contrôle de la Fesci est assurée de bénéficier de prébendes et autres avantages du côté des autorités politiques. Les exemples ne manquent pas, depuis Ahipeud Marcial, Soro Guillaume, Blé Goudé et consort. Tant qu'elle roulera pour le pouvoir l'impunité dont jouissent les dirigeants de la Fesci a encore des beaux jours devant elle.

TCHAD

## LA RÉBELLION DU DARFOUR INQUIÈTE LE RÉGIME DE NDJAMÈNA

Alors qu'un accord est sur le point d'être signé à Washington entre le gouvernement soudanais et John Garang, leader du Mouvement de libération des peuples du Soudan (SPLM), pour mettre un terme à une rébellion qui sévit dans le Sud depuis des années, un autre conflit fait rage dans l'Est.

s'emparent de leurs troupeaux, pillent les habitations, violent les femmes; quant aux enfants, ils sont emmenés, certains réduits en esclaves. A cause de leurs exactions, on dénombre près de 600 000 personnes déplacées à l'intérieur même du Soudan.



Le 29 janvier dernier, pour la première fois, le gouvernement soudanais a bombardé le camp de réfugiés de la région de Tiné, en territoire tchadien, située à cheval sur la frontière entre les deux pays. Cette attaque a fait 3 morts et 14 blessés graves parmi les 110 000 réfugiés disséminés à l'intérieur du Tchad, chiffre estimé par Médecins sans frontières. Les avions soudanais continuent d'attaquer ce camp tandis que, au sol, ce sont les "Djandjanwids" qui achèvent leur sale tâche. C'est une milice composée d'Arabes blancs, fortement équipés par le régime soudanais. Ils débarquent dans les villages à cheval ou à dos de chameau, et massacrent les paysans qui n'ont pas pu fuir, ils

En effet, depuis l'échec des négociations, à Abéché dans le nord du Tchad, entre le gouvernement soudanais et les rebelles du Mouvement de libération du Soudan (MLS), avec la médiation de Ndjaména, l'armée soudanaise déploie de gros moyens militaires pour en finir avec ce mouvement né dans le sud du Darfour, il y a un peu plus d'un an, en décembre 2003. Un membre du MLS interrogé par un journaliste tchadien, accuse le régime du général Oumar Hassan Al Béchir de pratiquer la politique d'exclusion des minorités noires, notamment les populations du Darfour, deuxième région la plus peuplée du Soudan, après Al Jizira, qui ne bénéficient pas des infrastructures comme celles des régions du Nord. C'est cette politique d'exclusion et d'abandon par l'Etat qui a poussé à la rébellion dans le Darfour, explique ce membre.

Le gouvernement soudanais soupçonne le régime tchadien de soutenir les rebelles du Darfour dont la plupart appartiennent à la même ethnie que Idriss Déby : les Zaghawa. Même si ce dernier garde le silence sur son soutien, c'est un fait que, par le truchement de leurs proches demeurés à Ndjaména, les rebelles reçoivent armes et munitions. Des cadres de l'armée ont rejoint le MLS. Quant aux réfugiés, en attendant l'aide des organisations humanitaires, ils bénéficient de la solidarité des populations tchadiennes, surtout

celle de leur ethnie. Malgré leur dénuement, elles font tout pour venir en aide à leurs frères.

Le gouvernement tchadien s'inquiète de la situation pour le moment sans issue, dans le Darfour. Il est incapable de contrôler le mouvement des personnes, surtout des réfugiés, qui constituent un vivier, facile à recruter pour peu qu'on leur offrirait de quoi survivre; il ne contrôle pas non plus la circulation des armes à l'intérieur du pays.

Si le conflit du Darfour perdure, il risque d'embraser toute la sous région, (le Soudan fait frontière avec plusieurs pays), en particulier le Tchad. Déjà Déby n'arrive pas à venir à bout de la rébellion du Tibesti dans le nord du pays; d'autre part la grève des

fonctionnaires et des retraités pour le versement de leurs arriérés de salaires et retraites constitue un autre souci pour Déby. C'est peut-être pour le reconforter et lui renouveler le soutien du gouvernement français que De Villepin vient de faire un voyage-éclair au Tchad.

Déby joue double jeu. D'un côté, il est le médiateur entre les rebelles et Khartoum, ce qui l'empêche de dénoncer publiquement les massacres et les exactions dans le Darfour, de l'autre il soutient tacitement les rebelles. Cette attitude ambiguë peut se retourner contre lui si ceux-ci estiment que leur frère Déby ne les aide pas assez. Faut-il rappeler que Déby lui-même est parti du Darfour pour aller à la conquête du pouvoir à Ndjaména?

## TCHAD

### OU VA LA MANNE PETROLIERE ?

Les fonctionnaires de la société d'électricité sont entrés en grève dernièrement pour s'opposer à la réintégration du directeur et de son adjoint, auparavant limogés par le régime suite à des malversations financières. Ils exigent leur départ.

Quant aux retraités, ils font des "sit in" devant certains bureaux de l'administration pour montrer leur mécontentement; ils exigent que l'Etat leur verse 3 mois d'arriérés de leur retraite. Les autres fonctionnaires ne sont pas mieux lotis. A Ndjaména même, ils attendent, comme les retraités,

leurs arriérés de salaire.

Dans les provinces, le mécontentement gronde également. Certains fonctionnaires, à Moundou, Doba ou Sarh accusent 3 à 5 mois dans de retard le versement de leurs salaire.

Alors, on se demande où est passée la manne pétrolière, qui peut suffire amplement à payer tous les salaires des fonctionnaires et autres. Ce n'est pas un mystère : la plus grosse recette va dans les poches de nos dirigeants, ou sert à l'achat des armes pour combattre la rébellion dans le nord du pays.

NIGER**UNE SIMPLE LOI NE FERA  
PAS DISPARAÎTRE L'ESCLAVAGE**

Les dirigeants nigériens appuyés par un certain nombre de journalistes vénaux, affirment volontiers que depuis l'arrivée au pouvoir de Mamadou Tandja (le 22 décembre 1999) le Niger serait devenu un "Etat de droit", que la "démocratie s'y est ancrée", que la presse y serait devenue "libre", etc... Bien évidemment, ces gens-là veulent faire prendre une vessie pour une lanterne. Non seulement la dictature n'a pas disparu au Niger mais en plus, par bien de côtés le pays n'est même pas sorti du moyen-âge. La pratique de l'esclavage y est encore courante.

Selon l'association Timidria ("Fraternité" en touareg) qui s'occupe de la défense des femmes victimes de l'esclavage, le nombre d'esclaves recensés en août 2002 s'élevait à 870 000 détenus par 580 000 "maîtres", sur une population totale estimée à 11,6 millions d'habitants. Cette association a tenté de traduire devant la justice des personnes ayant pratiqué l'esclavage de jeunes filles mais aucun juge n'a osé jusqu'ici emprisonner un seul esclavagiste estimant qu'aucune loi n'interdit ces pratiques ancestrales assimilées à un "simple mariage".

Ce n'est qu'en mai 2003 qu'a été adopté un texte prévoyant des peines de prison condamnant ceux qui réduisaient les gens aux "travaux forcés". Les députés ayant en charge le vote de cette loi ont tout fait pour la retarder ou en atténuer la portée car bon nombre d'entre eux sont issus de la chefferie traditionnelle et pratiquent eux-mêmes l'esclavage. Mais même une fois la loi adoptée, l'association Timidria ne pouvait toujours pas

saisir la justice. En effet, jusqu'au mois de janvier 2004 cetteloi pourtant votée ne figurait toujours pas au journal officiel. Selon cette association, depuis l'année dernière, plusieurs milliers de victimes se sont fait connaître auprès d'elle pour tenter d'obtenir des réparations de ce qu'elles ont eu à subir.

Voilà ce qu'est ce pays dont les dirigeants proclament qu'il est entré dans la "modernité". Rappelons tout de même que le fait qu'une loi interdisant l'esclavage ait été votée ne signifie nullement qu'il disparaîtra dans les faits. Malheureusement les exemples de bien de pays africains montrent qu'il continue de persister même si c'est juridiquement interdit. De nombreuses pratiques moyenâgeuses, des coutumes et des croyances ancestrales survivent jusqu'à nos jours, y compris jusqu'au coeur des grandes mégapoles africaines. Le système capitaliste dit "moderne" s'accommode très bien avec toutes ces pratiques héritées du temps passé. Il les utilise même parfois lorsqu'elles facilitent le pillage et l'exploitation des pays sous-développés.

Le temps où comme en France au 18<sup>ème</sup> siècle la bourgeoisie révolutionnaire se battait contre la féodalité et toutes les formes d'arriération qui empêchaient sa propre domination sur l'ensemble de la société est révolu depuis longtemps. Aujourd'hui vouloir mettre fin à toutes les pratiques rétrogrades et moyenâgeuses signifie plus que jamais mettre fin au système capitaliste lui-même car c'est lui qui est devenu le véritable frein à l'émancipation de l'ensemble de l'humanité.

## UN MILLION D'ENFANTS PAUVRES EN FRANCE

Il y a quelques jours le Conseil de l'emploi des revenus et de la cohésion sociale a rendu public un rapport qui signale qu'en France un million d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté. Cela représente un enfant sur dix. Bien entendu ces enfants appartiennent à des familles dont les revenus sont évalués à 650 euros par mois pour une personne avec un enfant ou 1 170 euros pour un couple avec un enfant. Le constat de ce rapport c'est que ces enfants sont souvent ceux des familles dont les parents sont au chômage. Et il est très facile d'imaginer que pour la plupart ils sont d'origine immigré, ils vivent dans des logements étroits et insalubres. Et ils enfants grandissent dans ces conditions et ont des problèmes de santé et de scolarité. Bien souvent ils vivent dans des ghettos abandonnés à eux-mêmes.

Bien sûr les organismes d'étude et le gouvernement ont l'air de découvrir tout d'un coup qu'il existe dans ce pays un nombre important d'enfants pauvres. En fait c'est la politique des gouvernements de droite comme de gauche qui depuis des années mènent la vie dure aux

travailleurs. Pour s'en rendre compte il suffit de voir que régulièrement le gouvernement prend des mesures contre les travailleurs. En particulier dernièrement il s'attaque aux chômeurs. Ainsi le ministre des affaires sociales et du travail, François Fillon, a déclaré que désormais le "système d'indemnisation des chômeurs serait en fonction des efforts qui sont faits par ces derniers, pour retrouver un emploi". D'un côté les patrons n'arrêtent pas de licencier et de l'autre côté le gouvernement restreint le droit au chômage. Ainsi des milliers de travailleurs se retrouvent avec des revenus qui diminuent progressivement. Il y a aussi d'autres mesures similaires contre la santé qui consiste à restreindre le nombre de médicaments remboursés par la sécurité sociale, et aussi à rendre très difficile l'accès aux logements sociaux avec des loyers abordables par des travailleurs.

Il ne faut pas s'attendre de ce gouvernement qu'il va changer dans le sens de mieux être la vie dure et révoltante des travailleurs. Il n'y a que la lutte consciente et déterminée qui peut le faire reculer.

## 80<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LÉNINE

Lénine est mort le 21 janvier 1924. Il est entré dans l'histoire comme le dirigeant de la révolution russe de 1917.

Il a milité inlassablement pour que les travailleurs détruisent l'Etat de la bourgeoisie; pour qu'ils instaurent et exercent leur propre pouvoir. Toute sa vie fut consacrée à la révolution prolétarienne mondiale car pour le

marxiste qu'il était, les travailleurs n'ont pas de patrie.

Le mouvement révolutionnaire russe à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

La Russie de cette époque était un pays pauvre à majorité paysanne, dirigé par un monarque féodal appelé Tsar.

La jeunesse de Lénine fut

marquée par l'exemple des populistes qui cherchaient à ébranler le Tsar par la lutte terroriste. Le frère aîné de Lénine faisait partie de ce mouvement de contestation et fut arrêté puis pendu en 1887.

Cependant le capitalisme a fini par se développer en Russie et engendrer le prolétariat dans quelques grandes villes.

### Le mouvement marxiste au tournant du siècle

C'est Plékhanov qui a introduit le marxisme en Russie. Des cercles Sociaux-démocrates (c'est ainsi qu'on appelait les marxistes) se créaient de façon éphémère et sans coordination entre eux. Ces cercles étaient animés par des intellectuels courageux souvent issus du mouvement populiste. Ils rassemblaient aussi quelques ouvriers. Le tsarisme n'autorisait aucune contestation et n'hésitait pas à décapiter et éparpiller ces embryons d'organisation. Lénine choisit de militer dans cette mouvance, en direction des ouvriers. Il fut déporté en Sibérie en 1891. Libéré en février 1900 il est contraint à l'émigration où il a rejoint le groupe de Plékhanov, "l'Emancipation du travail". Martov, Vera Zassoulich, Axelrod et quelques autres intellectuels faisaient partie de ce groupe.

### Le Parti Social-démocrate

C'est ce groupe qui de l'émigration avec l'arrivée de Lénine a lancé le journal "l'Iskra" (l'étincelle). Mais l'Iskra est bien plus qu'un journal. C'est l'outil qui permettra l'unification des groupes et cercles sociaux-démocrates dispersés dans toute la Russie. Dans le N°1 du journal Lénine écrit: "L'objectif immédiat du parti ouvrier doit être le renversement de l'autocratie et la conquête de la liberté politique".

Le journal est ouvert aux opinions divergentes des différents collaborateurs.

### Les origines du parti Bolchevik

A partir de la rédaction de l'Iskra, un vaste réseau de correspondants couvrait tous les centres industriels de Russie. La compagne de Lénine, Kroupskaïa assurait le secrétariat du journal. Elle se chargeait également d'établir des liens avec la Russie. L'Iskra, la Zaria (organe théorique) et d'autres brochures des sociaux-démocrates, étaient acheminés en Russie et reproduits dans des imprimeries illégales par des militants.

Ainsi se créait un réseau de militants qui au fur et à mesure vont constituer l'ossature du parti.

### Le II ème Congrès.

Lénine et Martov n'étaient pas d'accord sur les statuts. D'un commun accord ils ont fait campagne pour la convocation d'un congrès du parti (Le 1<sup>er</sup> congrès tenu en 1898 avait proclamé le Parti, mais ce parti restait à construire). Ce 2<sup>ème</sup> congrès aura lieu en juillet août 1903 à Bruxelles puis à Londres. Deux tendances vont naître à ce moment là. L'une autour de Lénine, la tendance bolchevique (majorité); l'autre autour de Martov, la tendance menchevik (minorité). Lénine et ses partisans considéraient que seuls pouvaient être acceptés comme membre du parti, des militants disciplinés. Ils devaient être sélectionnés selon une certaine unité de vue et soudés entre eux par des liens de confiance. Ils devaient aussi accepter un travail illégal, sous le contrôle de la direction.

Martov optait pour une organisation plus large soucieuse de ne pas perdre contact avec les intellectuels et par-là même avec l'opinion publique petite bourgeoisie.

### Entre deux révolutions

La révolution de 1905 favorisa une poussée unitaire. A nouveau les deux fractions se sont rapprochées.

Mais l'échec, puis la répression ont fait que les divergences se sont à nouveau répercutées à l'intérieur du Parti. Les mencheviks (dont



Lénine s'adressant aux députés paysans (juin 1917)

Plékhanov) pensaient que pour vaincre le tsarisme il ne fallait pas effrayer la bourgeoisie libérale. Lénine considérait que "la prise du pouvoir par le prolétariat menant derrière lui la paysannerie reste toujours la tâche de la Social-démocratie en Russie". Mais c'est à partir de 1912 que les bolcheviks vont se constituer définitivement en parti indépendant des autres fractions. Au cours de ces nombreuses années les bolcheviks avaient réussi à tisser des liens étroits avec les travailleurs les plus conscients.

#### La révolution de 1917

Pendant la première guerre mondiale (1914 -1918) la plupart des dirigeants des partis socialistes d'Europe ont sombré dans le chauvinisme. Pour Lénine la seule voie porteuse d'espoir d'émancipation pour les travailleurs était de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Chacun des partis ouvriers devait d'abord se préoccuper de régler leur compte aux fauteurs de guerre de leurs pays respectifs.

En février 1917 les ouvriers de la ville de Petrograd en Russie s'engageaient dans cette voie. En quelques jours le régime tsariste fut balayé. Des soviets (sortes de conseils apparus pour la première fois lors de la révolution de 1905) d'ouvriers et de soldats renaissaient et contrôlaient toute la vie du pays. Dans le même temps un gouvernement provisoire dirigé par Kérenski, manoeuvrait pour sauver la mise à la grande bourgeoisie. Tous les partis politiques y compris les mencheviks soutenaient ce gouvernement. Dès son retour en Russie en avril 1917 Lénine expliqua qu'il fallait combattre les illusions des travailleurs à l'égard de la démocratie bourgeoise. Lénine était persuadé que les problèmes les plus cruciaux ne trouveraient une solution que si les soviets exerçaient tout le pouvoir. D'autres révolutionnaires talentueux et tout particulièrement Trotsky se retrouvaient en plein accord avec Lénine dès avril 1917.

Pour autant rien ne s'est accompli facilement entre avril et octobre 1917. Car le cours des événements provoquera des crises et des défections momentanées y compris dans les rangs des bolcheviks. Mais Lénine sut s'appuyer sur le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière, sur les éléments les plus conscients dans le parti et dans les soviets. La révolution prolétarienne d'octobre 1917 fut conduite victorieusement.

#### L'Etat ouvrier

La classe ouvrière exerça le pouvoir dans un pays arriéré et ruiné par la guerre impérialiste. Avec le soutien des grandes puissances capitalistes, les classes sociales privilégiées menaient une guerre civile impitoyable contre le jeune Etat ouvrier. Les travailleurs n'ont véritablement exercé le pouvoir au travers des soviets qu'ils contrôlaient que durant quelques mois. Pour Lénine il

fallait tenir et préserver au mieux les acquis en attendant d'être secourus par les victoires ouvrières dans les pays les plus avancés. L'ensemble de la population était plongée dans un état d'épuisement extrême. En avril 1921 suite à une mauvaise récolte, une période de grande famine a désintégré le prolétariat. Il y avait dans le pays 3 millions d'ouvriers en 1919 et seulement un peu plus d'un million en 1921.

### L'Internationale communiste

Pour Lénine et les bolcheviks la révolution qui avait éclaté en Russie n'était que le début de la Révolution mondiale. Il n'était pas question pour eux de bâtir le socialisme dans les limites des frontières de ce pays. Des millions de prolétaires soulevés par la vague révolutionnaire d'après guerre regardaient vers la jeune Russie des soviets. C'est ainsi que du 2 au 6 mars 1919 le 1<sup>er</sup> congrès de l'International Communiste a réussi à se tenir en Russie. Il s'agissait de construire le parti mondial de la révolution socialiste, un instrument destiné à coordonner et à unifier le combat des différents partis communistes là où ils existaient et d'en construire là où il n'en existait pas encore. En quelques années l'IC sous la direction de Lénine avait accumulé un ensemble d'enseignements qui ont gardé aujourd'hui toute leur actualité. L'internationale a été enterrée par Staline, mais son programme reste vivant.

### La dégénérescence de l'URSS

Le poids de l'arriération économique sociale et culturelle de

ce pays ravagé par la guerre et la famine, resté isolé malgré tous ses efforts, a fini par engendrer des déformations profondes. Au sein de l'appareil d'Etat ouvrier soviétique sont apparus les germes d'une dégénérescence. Les fonctionnaires qui administraient le pays ont pris de l'autorité face à la classe ouvrière. Cette couche bureaucratique privilégiée a fini par se substituer aux travailleurs épuisés. La bureaucratie reconnut assez vite comme chefs ceux qui comme Staline surent flatter ses aspirations à un répit, à freiner l'idéal d'extension révolutionnaire. L'emprise de cette couche sociale parasitaire fut assez forte pour qu'après la mort de Lénine, Staline finisse par s'imposer. L'étiquette communiste ou socialiste était maintenue mais les idéaux égalitaires et les principes démocratiques dont cette appellation était porteuse, étaient foulés aux pieds.

### L'idéal communiste n'est pas mort

Le mouvement communiste est faible aujourd'hui, mais il peut renaître. L'idéal communiste existait avant l'Union soviétique et il continuera à exister ne serait-ce que dans le coeur des hommes. Le prolétariat est plus que jamais capable de faire triompher cet idéal car il existe aujourd'hui partout dans le monde. Les militants communistes trouveront dans l'héritage de Marx, Engels, Lénine et Trotsky de quoi s'éduquer pour renverser le capitalisme et instaurer un nouvel ordre économique et social conforme aux intérêts de toute l'humanité.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.